|  |
| --- |
|  |
| **MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**  🙟 🙟 🙟 🙟 🙜 🙜 🙜 🙜  **MARCHE N°2025RTPN2046**  **Fourniture, LIVRAISON ET INSTALlATION DE COLLECTEURS DE DECHETS POUR LES CAMPUS DE cholet ET saumur DE LA CCI de Maine et Loire**  🙟 🙟 🙟 🙟 🙜 🙜 🙜 🙜  **Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)**   |  |  | | --- | --- | |  |  | |  |  | |

Table des matières

[1. OBJET DU MARCHE 4](#_Toc203573320)

[1.1 Objet du marché 4](#_Toc203573321)

[1.2 Allotissement 4](#_Toc203573322)

[1.3 Procédure – technique d’achat 4](#_Toc203573323)

[2. PRESTATIONS ET FOURNITURES ATTENDUES 4](#_Toc203573324)

[PREAMBULE 4](#_Toc203573325)

[2.1 Caractéristiques des collecteurs (LOI AGEC) 5](#_Toc203573326)

[2.2 Caractéristiques techniques 6](#_Toc203573327)

[3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE 7](#_Toc203573328)

[4. PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL – DEVELOPPEMENT DURABLE 7](#_Toc203573329)

[4.1 Lutte contre le travail dissimulé 7](#_Toc203573330)

[4.2 Organisation et modalités de la mise en œuvre de la clause environnementale 8](#_Toc203573331)

[4.3 Clause sur les principes de la République 8](#_Toc203573332)

[5. DUREE DU MARCHE – DELAIS D’EXECUTION 9](#_Toc203573333)

[5.1 Durée du marché 9](#_Toc203573334)

[5.2 Délais d’exécution 9](#_Toc203573335)

[5.3 Prolongation des délais 9](#_Toc203573336)

[5.4 Conditions d’exécution des prestations 9](#_Toc203573337)

[5.5 Constatation de l’exécution des prestations 10](#_Toc203573338)

[6. CONTENU ET CARACTERISTIQUE DES PRIX 10](#_Toc203573339)

[6.1 Caractéristiques des prix pratiqués 10](#_Toc203573340)

[6.2 Modalités de variations des prix 10](#_Toc203573341)

[6.3 Modalités de financement 10](#_Toc203573342)

[6.4 Acomptes et paiements partiels définitifs 10](#_Toc203573343)

[6.5 Présentation des demandes de paiements 10](#_Toc203573344)

[7. ASSURANCES 11](#_Toc203573345)

[8. MODIFICATIONS – CLAUSE DE REEXAMEN 11](#_Toc203573346)

[8.1 Modifications du marché 11](#_Toc203573347)

[8.2 Clause de réexamen 11](#_Toc203573348)

[9. PENALITES 11](#_Toc203573349)

[9.1 Pénalité de retard 11](#_Toc203573350)

[9.2 Pénalité pour mauvaise exécution d’une partie ou des prestations 12](#_Toc203573351)

[10. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES 12](#_Toc203573352)

[11. FORCE MAJEURE- CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES 12](#_Toc203573353)

[12. COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES 12](#_Toc203573354)

[13. MISE EN DEMEURE - RESILIATION 12](#_Toc203573355)

[14. LITIGES - LANGUES 13](#_Toc203573356)

[15. DEROGATIONS AU CCAG fcs 13](#_Toc203573357)

# OBJET DU MARCHE

# 1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison et l’installation de collecteurs de déchets intérieurs et extérieurs pour les campus situés à Cholet et Saumur de la CCI de Maine et Loire.

Les fournitures sont listées au cahier des clauses particulières et dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Lieu(x) d’exécution : Campus EURESPACE - rue Eugène Brémond 49300 Cholet

Campus Balzac – Square Balzac 49400 Saumur

# 1.2 Allotissement

L'objet du marché ne peut être techniquement ou fonctionnellement scindé sans nuire à sa cohérence.

# 1.3 Procédure – technique d’achat

Le présent marché est passé en procédure adaptée, conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

Il s’agit d’un accord-cadre mono-attributaire à prix global et forfaitaire. Le montant maximum du marché est fixé à 143 000 €HT.

**Pouvoir adjudicateur**

CCI de Maine et Loire

8 boulevard du Roi René

BP 60626

49006 ANGERS

**Signataire du marché public** : M. Matthieu BILLIARD

Président de la CCI de Maine et Loire

# PRESTATIONS ET FOURNITURES ATTENDUES

# PREAMBULE

Depuis 2017, la CCI 49 est Labellisée LUCIE, premier label de référence RSE qui valorise les démarches et les engagements des entreprises en matière de RSE.

Les campus de la CCI de Cholet et Saumur accueillent chaque année sur leur site un public varié composé essentiellement d’apprenants de 16 à 30 ans en formation initiale, de salariés d’entreprise et des visiteurs lors d’évènements ponctuels (journées portes ouvertes, Nuit de l’Orientation, etc.). Consciente des enjeux environnementaux, la CCI veille depuis toujours à recycler au maximum les déchets issus de son activité en mobilisant des filières adaptées.

La CCI de Maine-et-Loire s’engage aux côtés de ses publics et de ses collaborateurs pour encourager des comportements écoresponsables. Par ailleurs elle investit chaque année pour offrir un cadre d’évolution confortable et adapté aux missions qu’elle réalise. Pour garantir la propreté des sites, la CCI souhaite accompagner au quotidien, les usagers dans le tri des déchets en disposant de bacs de tri clairement identifiés.

Le titulaire du marché fournira des collecteurs de déchets intérieurs et extérieurs pour le campus Eurespace situé à Cholet et le campus Balzac situé à Saumur.

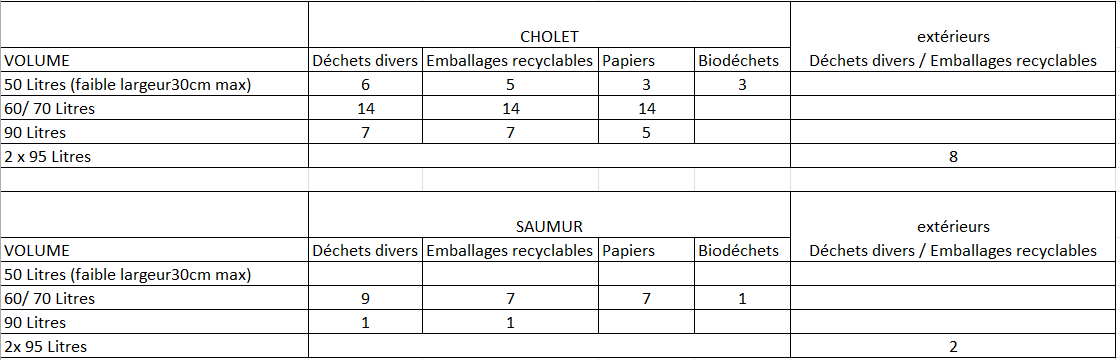
Le détail quantitatif par type de collecteurs est indiqué ci-dessous et dans la décomposition du Prix global et forfaitaire.

Les types de collecteurs doivent permettre le tri :

* Des déchets recyclables (emballages, cannettes, etc.)
* Des déchets biodégradables pour certaines zones spécifiques (salles de pause en particulier)
* Des déchets papiers
* Et un collecteur divers pour les déchets ultimes

Le Titulaire fournira un plan d’implantation des collecteurs sur les différents espaces et bâtiments des deux campus.

A titre indicatif, la répartition des collecteurs par type de déchets est la suivante :



**Concernant la capacité des collecteurs, une tolérance de +/- 10 litres est admise sur chaque type de collecteur.**

# 2.1 Caractéristiques des collecteurs (LOI AGEC)

Les collecteurs proposés doivent respecter les exigences de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (dite loi AGEC), ainsi que ses textes d'application, notamment le décret n° 2022-748 du 29 avril 2022 relatif à l'affichage environnemental.

**Achats avec exigences environnementales souhaitées**

À ce titre, les collecteurs doivent donc intégrer des exigences telles que :

* Recyclabilité des matériaux
* Teneur en matière recyclée
* Conception modulaire pour permettre la réparation ou l’évolution des modules
* Durabilité

**Affichage environnemental et traçabilité**

Les équipements destinés au tri doivent favoriser une meilleure lisibilité pour les usagers (signalétique, couleurs normées, pictogrammes) :

* Désign esthétique et moderne, incitatif à l’usage et en cohérence avec l’image des établissements
* Harmonisation de la signalétique
* Marquage sur le dessus et/ou sur le devant
* Possibilité de personnalisation visuelle (logo CCI, codes couleurs du tri, affichage pédagogique, etc.)

# 2.2 Caractéristiques techniques

Il est souhaité que les collecteurs répondent aux caractéristiques techniques suivantes :

* Ouvertures adaptées à la typologie des déchets ;
* Chaque contenant devra être indépendant sauf pour les contenants en extérieur ;
* Couvercle ou dispositif de fermeture étanche pour les biodéchets pour éviter toute odeur ;
* Bio-sceaux à l’intérieur des contenants pour collecter les biodéchets ;
* Système de fixation de sac poubelle au niveau du bac intérieur ;
* Facilité d’entretien ;
* Vidage frontal sur les contenants (sauf sur les contenants à faible largeur et les contenants en extérieur)

Le contenant intérieur / sceau amovible sera de préférence accessible par le devant et sur roulettes afin de faciliter l’opération de vidage (à l’exception des conteneurs de moins de 60 litres).

Afin de faciliter l’intervention des équipes, les contenants doivent être conçus pour permettre un vidage et un nettoyage simples, efficaces et ergonomiques.

Les collecteurs destinés aux déchets biodégradables seront équipés d’un bio-sceau permettant la collecte de ces déchets et leur dépôt dans un composteur ou une benne dédiée au **tri des biodéchets.**

Les collecteurs de déchets extérieurs seront posés au sol sans fixation.

# PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l’article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante.

◼ **Pièces particulières**

* L’acte d’engagement et son annexe 1 - la Décomposition du prix global forfaitaire,
* Le présent cahier des clauses particulières dont l’exemplaire conservé dans les archives de la CCI de Maine et Loire fait seule foi.
* Le mémoire technique

Ces pièces constituent les strictes termes et limites contractuelles de l'engagement des parties.

En cas de litige les pièces contractuelles s’appliqueront dans l’ordre hiérarchique prévu ci- dessus.

Tout document à valeur non réglementaire, qui ne serait pas répertorié à la liste des pièces contractuelles ci-dessus, sera considéré comme nul et non avenu. Il ne pourra dès lors être opposé à la CCI de Maine et Loire.

De même, toute modification à apporter à l'une quelconque des pièces contractuelles ci-dessus, de quelque nature que cela soit, devra faire l'objet d'un avenant concrétisant l’accord des parties préalablement à sa date de prise d’effet. A défaut de quoi, elle serait considérée comme n'ayant jamais existé.

◼ **Pièces générales**

* Le Code de la Commande Publique
* Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services – CCAG FCS (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services)

Concernant les pièces générales, les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de remise des offres.

Les pièces générales ne sont pas jointes au dossier de consultation, le prestataire étant censé les connaître.

# PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL – DEVELOPPEMENT DURABLE

# 4.1 Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire sera tenu de remettre tous les six (6) mois, à compter de la conclusion du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants :

**1°** Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

**2°** Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) datant de moins de trois mois.

Ces obligations s’imposent, en cas de groupement, à tous les cotraitants.

Sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3 du code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec un prestataire, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de ce prestataire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8222-3 et L. 8221-5 du code du travail, enjoint aussitôt à ce prestataire de faire cesser sans délai cette situation.

Le prestataire ainsi mis en demeure apporte à la CCI de Maine et Loire, dans un délai de deux mois, la preuve qu’il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le marché peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du prestataire.

# 4.2 Organisation et modalités de la mise en œuvre de la clause environnementale

Dans l’objectif de réduire l’empreinte carbone liée à l’exécution du présent marché, le titulaire est par ailleurs engagé sur l’exécution des obligations environnementales suivantes :

Réduction/ Qualité écoresponsable des emballages : le titulaire recherche à optimiser les emballages, et adoptera les mesures exposées par ses soins dans le cadre de mémoire technique remis à l’appui de son offre (document contractuel). A défaut, le titulaire privilégiera les emballages respectueux de l’environnement. Il devra justifier être en mesure, à tout moment, de démontrer la bonne exécution des mesures relatives à la réduction des déchets d’emballage, et de fournir les fiches techniques ou éléments de composition de ses emballages le cas échéant, dans les 15 jours ouvrés suivant la demande de la CCI de Maine et Loire.

# 4.3 Clause sur les principes de la République

 Respect du pacte républicain

Le titulaire s'engage à respecter les lois en vigueur, qui proscrivent toute discrimination. Il est tenu, conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, de s'engager :

- à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

- à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

- à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

Au titre du II de l’article 1er de la loi précitée, le titulaire est tenu :

- d’assurer l’égalité des usagers devant le service public ;

- de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A cet effet, il prend les mesures nécessaires et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public :

- s'abstiennent notamment d’afficher ou de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu’en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions ; ils s’abstiennent également de faire état d’opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme ;

- traitent de façon égale toutes les personnes

- respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique à l’acheteur, dans son offre ou avant le démarrage des prestations, les mesures qu’il met en œuvre afin :

- de respecter ces obligations ;

- de remédier aux éventuels manquements.

# DUREE DU MARCHE – DELAIS D’EXECUTION

# 5.1 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée d’un an à compter de sa date de notification.

Il est renouvelable annuellement 3 fois par reconduction tacite, sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée, si aucune décision contraire n’est prise un mois avant l’échéance annuelle.

# 5.2 Délais d’exécution

Lors de la réunion de lancement, le planning d’exécution sera convenu entre les parties et donnera lieu à la notification par la CCI d’un avenant.

# 5.3 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d’exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l’article 13.3 du CCAG FCS.

# 5.4 Conditions d’exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché. Ces mêmes prestations s’exécuteront au moyen **de bons de commande** dont le délai d’exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

* Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
* La date et le numéro du marché ;
* La date et le numéro du bon de commande ;
* La nature et la description des prestations à réaliser ;
* Les délais d’exécution (date de début et de fin) ;
* Le lieu d’exécutions des prestation – de la livraison ;
* Le montant du bon de commande ;
* Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Les lieux de livraison seront : Campus EURESPACE – rue Eugène Brémond 49300 CHOLET

Campus BALZAC – square Balzac 49400 SAUMUR

# 5.5 Constatation de l’exécution des prestations

Des vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l’exécution du service.

A l’issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G – F.C.S.

# CONTENU ET CARACTERISTIQUE DES PRIX

# 6.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l’objet du marché seront réglées par application des prix figurant à la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les prix comprennent toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au déplacement et à la distribution. Ils sont exprimés hors TVA.

# 6.2 Modalités de variations des prix

Par dérogation à l’article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix du marché seront réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de septembre 2025. Ce mois est appelé mois zéro.

Les prix sont fermes.

# 6.3 Modalités de financement

Financement interne.

# 6.4 Acomptes et paiements partiels définitifs

Néant – Les prestations feront l’objet de bons de commande.

# 6.5 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l’article 11.3 du CCAG FCS.

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Les factures sont adressées sous forme dématérialisée sur le Portail Pro <https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/> sera mise à votre disposition afin de transmettre vos factures sous forme dématérialisée. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

# ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d’exécution, le titulaire devra justifier qu’il est couvert par un contrat d’assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu’il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l’importance de la prestation.

À tout moment durant l’exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

# MODIFICATIONS – CLAUSE DE REEXAMEN

# 8.1 Modifications du marché

Les modifications du marché seront passées dans le respect des dispositions des articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique, dans les cas suivants :

* + Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux
  + Des services supplémentaires sont devenus nécessaires
  + Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues
  + Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché
  + Les modifications ne sont pas substantielles
  + Les modifications sont de faible montant

# 8.2 Clause de réexamen

Conformément à l’article R2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soient leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d’options claires, précises et sans équivoque.

Ces clauses indiquent le champ d’application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

Ainsi, la CCI de Maine et Loire se réserve la possibilité de modifier, par voie d’avenant :

* L’ajout ou la suppression de références à la DPGF.

Dans tous les cas, la CCI de Maine et Loire interrogera le titulaire pour s’assurer de sa capacité à exécuter les prestations ainsi modifiées, et sollicitera de sa part un devis complémentaire ou rectificatif le cas échéant.

Une fois l’accord bipartite convenu, la CCI de Maine et Loire formalisera les nouveaux termes du marché par voie d’avenant, qui sera notifié au titulaire avant tout début d’exécution.

# PENALITES

Par dérogation à l’article 14 du CCAG FCS, la CCI de Maine et Loire est susceptible d’appliquer les pénalités suivantes, sans mise en demeure préalable :

# 9.1 Pénalité de retard

En cas de non-respect des délais, le titulaire encourt une pénalité de retard d’un montant de 50€ HT par jour de retard.

# 9.2 Pénalité pour mauvaise exécution d’une partie ou des prestations

En cas de mauvaise exécution ou d’exécution partielle des prestations, le titulaire encourt une pénalité de retard d’un montant de 200 € HT par constatation.

# EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Il est fait pleinement application de l’article 45 du CCAG FCS.

# FORCE MAJEURE- CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Il est fait pleinement application de l’article 24 du CCAG FCS.

# COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Par dérogation à l’article 3.1 du CCAG FCS, les déclarations ou notifications auxquelles il est procédé entre les parties en application du chapitre IV du présent CCP, sont faites par écrit soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

# MISE EN DEMEURE - RESILIATION

Il sera fait application, le cas échéant, des dispositions de l’article 38 et suivant du CCAG FCS.

En complément de l’article 41 du CCAG FCS, et de manière équivalente aux dispositions fixées aux articles 39.2 et 39.3 du CCAG FCS, il est précisé qu’aucune indemnité ne sera reconnue au bénéfice du titulaire lors d’une résiliation pour faute.

Par ailleurs, par dérogation à l’article 41.2 du CCAG FCS, il est convenu entre les parties que la CCI de Maine et Loire est également dispensée de mettre en œuvre le dispositif de mise en demeure prévu audit article dans le cadre d’une résiliation pour faute fondée sur l’article 41.1.c du CCAG FCS.

Par dérogation à l’article 42 du CCAG FCS, la résiliation pour motif d’intérêt général est, sauf mise en œuvre d’une indemnité liée aux frais et investissements engagés par le titulaire et interprétée dans des conditions similaires à celles fixées à l’article 42 du CCAG FCS, prononcée sans aucune autre forme d’indemnité. Cette résiliation pour motif d’intérêt général ne donne donc lieu à aucune forme d’indemnisation.

Quelle que soit sa forme, sa motivation, ou son fondement juridique, toute décision de résiliation du présent marché est expresse et notifiée au titulaire. Cette résiliation prend effet à la date fixée dans ladite décision ou, à défaut de date mentionnée, à la date de sa notification.

Le cas échéant, en cas de désaccord sur le montant d’une indemnité due, l’article R.2191-31 du code de la commande publique s’applique de plein droit.

En outre, en application de l’article 45 du CCAG FCS et selon les conditions de mise en œuvre prévues par ces articles, la CCI de Maine et Loire se réserve la possibilité de procéder à l’exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

# LITIGES - LANGUES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif compétent sera le Tribunal Administratif de Nantes.

**Tribunal administratif de Nantes**

6, allée de l'Île-Gloriette BP 24111

44041 Nantes Cedex 1

**Téléphone**

02 40 99 46 00

**Email**

[greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, Il est également l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

# DEROGATIONS AU CCAG fcs

Les dérogations au CCAG-FCS sont les suivantes :

* L’article 3 déroge à l’article 4.1 du CCAG-FCS ;
* L’article 6 déroge à l’article 10.2.4 du CCAG-FCS ;
* L’article 9 déroge à l’article 14 du CCAG-FCS ;
* L’article 12 déroge à l’article 3.1 du CCAG-FCS ;
* L’article 13 déroge aux article 41 et 42 du CCAG-FCS